

«Race», «racisme»: les nouveaux masques de l'extrême droite

PAR LUCIE DELAPORTE

ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 14 JANVIER 2021



Marion Maréchal et Jean-Marie Le Pen aux obsèques de Roger Holeindre à Paris, le 6 février 2020. © Stéphane de Sakutin / AFP

Discréditer les mouvements antiracistes en les faisant passer pour « racistes » ou « racialistes » : la dernière posture rhétorique du Rassemblement national n'est que l'avatar d'une longue euphémisation d'un racisme constitutif.

« La racialisation des relations humaines me fait horreur. » Le 10 décembre 2020, **au micro de France Inter**, Marine Le Pen, invitée à commenter le geste de protestation des footballeurs du Paris Saint-Germain et de l'Istanbul Basaksehir, après les propos racistes tenus par l'un des arbitres lors d'une rencontre de Ligue des champions, martèle : « Je vois une mouvance essayer d'importer en France la guerre raciale américaine. » Et de conclure que, pour elle, « déterminer les gens en fonction de leur couleur [...] est une régression démocratique majeure ».

Entendre la présidente du Rassemblement national (RN) donner avec aplomb des leçons d'antiracisme a de quoi surprendre. Certes, le parti d'extrême droite qu'elle dirige n'a cessé d'expliquer, ces dernières années, qu'il avait rompu avec ses éléments les plus notoirement racistes pour devenir un parti républicain comme les autres, mais voir Marine Le Pen s'ériger en grande conscience de l'antiracisme reste pour le moins troublant.

Sa posture ce matin-là s'explique mieux dès lors qu'on comprend qu'il s'agit, en fait, de délégitimer la démarche des joueurs qui dénonçaient, précisément, les propos racistes d'un arbitre. Ceux qui dénoncent le racisme seraient donc les vrais « racistes », les

« racialistes », comme le disent désormais à l'envi les cadres du RN. Un renversement des positions qui est le fruit d'un lent travail de reformulation rhétorique opéré par le RN. Avec encore quelques tâtonnements.

Au printemps dernier, le sujet avait donné lieu à une cinglante passe d'armes entre Marine Le Pen et sa nièce, révélant que la stratégie de l'extrême droite était encore en cours d'élaboration.

Le 10 juin, Marion Maréchal réagit aux mouvements de soutien à Black Lives Matter en France en dénonçant, **dans une vidéo**, « des groupes militants, de gauche, dits antiracistes, indigénistes » qui « demandent non seulement de nous mettre à genoux, mais en plus de salir la mémoire de nos ancêtres, de cracher sur notre histoire, de purger notre héritage, d'abattre nos statues ».

Avant de conclure sa tirade d'un : « Je n'ai pas à m'excuser en tant que Blanche. » L'emploi du terme « Blanche » par celle qui reste très proche de la mouvance identitaire a provoqué un malaise jusque dans sa famille politique, qui sait à quel point ce terrain est miné pour elle.

« Se mettre sur un plan racial, c'est tomber dans un double piège. D'abord, celui des indigénistes, des racialistes, alors qu'il faut rester sur un plan républicain. [...] C'est aussi tomber dans le piège de l'américanisation, alors que rien ne se construit, en France, en fonction de communautés », lui a rétorqué Marine Le Pen par média interposé.

« Race », le mot est évidemment – plus que dans toute autre formation politique – tabou au Rassemblement national. Depuis la sortie de Jean-Marie Le Pen sur « l'inégalité des races » en 1997, aucun cadre du parti ne l'emploie, si ce n'est pour s'en démarquer bruyamment. Pour le parti d'extrême droite en quête de respectabilité républicaine, impossible d'employer un terme qui rappelle si douloureusement l'histoire du parti.

L'historien Nicolas Lebourg rappelle que « quand Jean-Marie Le Pen parle de l'inégalité des races, c'est en 1997. Il le fait alors que l'appareil est tenu par les plus radicaux, à qui il choisit de donner, à ce moment-là, des gages. Mais après la scission avec Bruno

Mégret, il dénoncera au contraire les “racialistes” de Terre et peuple (le mouvement de Pierre Vial, au racisme assumé) ». Le fondateur du Front national a parfaitement intégré que tenir un discours sur « les races » n’est plus audible dans la France de l’après-guerre.



Marion Maréchal et Jean-Marie Le Pen aux obsèques de Roger Holleindre à Paris, le 6 février 2020. © Stéphane de Sakutin / AFP

« Ce n’est d’ailleurs pas le vocabulaire de Jean-Marie Le Pen, qui est un homme de la guerre d’Indochine et de la guerre d’Algérie. Lui, c’est plutôt l’imagerie coloniale : trois couleurs, un drapeau, un empire », affirme Nicolas Lebourg. Soit un racisme structurant, mais reformulé par le colonialisme, qui a pu se présenter au XX^e siècle comme intégrateur des personnes de toutes origines au sein d’une République universelle.

Dans Atlantico, Marion Maréchal explique d’ailleurs, sans susciter plus de questionnement, qu’elle n’est évidemment pas raciste, puisqu’elle vient d’un parti colonialiste... *« Je pense que personne actuellement dans la vie politique française ne défend une approche ethnique ou raciale de la nation. Ce n’est jamais quelque chose que j’ai vu ou lu. C’est quelque chose d’ultra-embryonnaire. [...] Je suis issue d’une famille politique qui a défendu l’Algérie française, c’était bien la démonstration qu’on ne croyait pas que la nation française s’arrêtait forcément à une vision ethnique de la France. »*

Une présentation du projet colonial conforme à la propagande de l’époque, mais sans rapport avec les faits. *« Cela va à l’encontre de la réalité historique de ce qu’a été le colonialisme. Si l’on pense simplement au code de l’indigénat, c’est aberrant de dire ça »*, rappelle la sociologue Sarah Mazouz, autrice de *Race* (Anamosa, 2020), en référence au code adopté dans l’empire français, qui distinguait en

droit citoyens français et sujets français (Algériens, Africains, Antillais, etc.), ces derniers étant dépourvus de pratiquement tout droit.

L’impressionnant succès en France **des mobilisations antiracistes**, dans le sillage de l’assassinat de George Floyd aux États-Unis, au printemps dernier, a manifestement donné des sueurs froides au Rassemblement national. À travers ces mobilisations, des concepts tels que le « *racisme systémique* » ont été mis sur le devant de la scène, appelant à démasquer un racisme enraciné dans la société, mais généralement non dit.

« L’usage critique de la race ou des concepts comme le “privilège blanc” permet d’explicitier des logiques qui sont à l’œuvre socialement et qu’on ne nomme pas. Cela revient à mettre en lumière, à côté des formes de racisme violent physiquement ou verbalement, la racialisation implicite et parfois feutrée qui est à l’œuvre dans l’ensemble de la société », explique la sociologue Sarah Mazouz.

« Si l’on s’en tient à une lecture où, pour être raciste, il faut dire que les Noirs sont inférieurs, sans prêter attention aux pratiques qui actualisent cette vision, on peut avoir l’impression qu’effectivement le racisme est marginal. Le RN l’a très bien compris », précise-t-elle.

Ces mouvements ont contribué à expliciter le fait que le racisme ne tient pas uniquement à un discours ou à une idéologie, et qu’à ce titre il n’est pas l’apanage de l’extrême droite mais traverse bien la société française dans son ensemble. Un effet de révélation particulièrement destructeur pour le RN, puisqu’il contribue à démasquer les stratégies habituelles de recouvrement et d’euphémisation du racisme dont usent et abusent les cadres du parti d’extrême droite en quête de « *dédiabolisation* ».

Il fallait donc au plus vite décrédibiliser ceux qui portaient publiquement ce discours, comme les cadres du RN s’y sont attelés avec énergie. Qu’on songe au torrent de boue déversé sur Assa Traoré, la sœur d’Adama Traoré, mort en 2016 à la gendarmerie de Persan (Val-d’Oise) après son interpellation à Beaumont-sur-Oise, et une des figures des mobilisations du printemps dernier...

Faire mine de glisser du combat « racial » au combat « social »

« En France, le combat a été gagné », se félicite à ce propos Marion Maréchal dans un entretien fleuve accordé à **Atlantico**. Ceux qu'elle désigne alors comme « les indigénistes », pour parler de ces nouvelles mobilisations antiracistes, « sont intellectuellement minoritaires et marginalisés. [...] Ils sont condamnés par une grande partie de la droite et de la gauche et beaucoup se défendent désormais d'en faire partie, alors que la tentation d'enfourcher ce cheval avait pu exister au printemps dernier », se réjouit-elle.

L'ex-députée RN, qui se targue d'avoir quitté le parti pour mener une bataille culturelle avec **son école de sciences politiques** et dans le *think tank* qu'elle vient de lancer, le dit sans détour dans le même entretien à Atlantico : « La droite culturelle a réussi des prises de judo en montrant précisément que ceux qui étaient censés être les antiracistes étaient devenus les nouveaux racistes, les nouveaux intolérants et les nouveaux discriminants. La droite est parvenue à imposer une inversion du propre jeu dialectique de cette gauche décoloniale. »

Pour l'historienne Sylvie Laurent, l'euphémisation par l'extrême droite de son racisme relève d'un très long projet qui a connu différentes phases : « Dans les années 1970, l'extrême droite reconnaît que le racisme classique n'est plus possible. La nouvelle droite, avec le Grece, se met d'ailleurs non plus à parler de "races" mais de "cultures", de "civilisations". Le mouvement explique que les cultures doivent rester intègres et tout le monde comprend ce que cela veut dire. Le Front national a hérité de cela. »

Hormis quelques dérapages plus ou moins contrôlés, le parti de Jean-Marie Le Pen n'a donc jamais fait explicitement référence à une hiérarchie des races, ni ne s'est présenté comme le parti défendant les « Blancs ». « Le FN n'a jamais véritablement mobilisé politiquement la question de "l'identité blanche" mais plutôt celle de "l'identité française" à préserver. Ils n'ont commencé à en parler que sur un mode

victimaire en évoquant le "racisme anti-Blanc" à partir de 1998. Le parti a d'ailleurs d'abord parlé du "racisme anti-Français", puis du "racisme anti-Blanc", en développant l'idée que l'antiracisme était, en fait, un racisme anti-Blanc », explique-t-elle.

Même si, comme le précise clairement Sylvie Laurent, le débat autour du concept de race aux États-Unis, « essentiel et matriciel à l'histoire américaine puisque, dans la loi de 1790, celui qui a des droits est celui qui est blanc », ne se pose pas de la même manière que dans une société coloniale comme la France, un détour par les reformulations de l'extrême droite américaine permet d'éclairer le contexte français. « Ces extrêmes droites se regardent, se lisent beaucoup. » (**voir notre article**)

Celle-ci apprécie particulièrement certains auteurs français : Alain de Benoist, Renaud Camus... Le roman raciste de Jean Raspail, *Le Camp des saints*, est devenu un best-seller outre-Atlantique.

Aux États-Unis, le Ku Klux Klan, avec David Duke change de discours au début des années 2000 et décide de présenter les Blancs comme une « minorité » comme une autre. Il retourne le discours de l'antiracisme en affirmant qu'à travers la politique de lutte contre les discriminations, « les Blancs » américains sont devenus « une majorité opprimée ».

L'autre grande évolution rhétorique consiste aussi à faire mine de glisser du combat « racial » au combat « social », en faisant passer les « Blancs » pour les premières victimes de la mondialisation.



© Éditions MSH

L'ancien conseiller de Trump Steve Bannon, artisan de sa victoire il y a quatre ans, a joué à cet égard un rôle décisif. « Steve Bannon est celui qui a compris qu'il fallait repositionner le discours de la suprématie blanche en lui donnant les accents de l'anticapitalisme, de la défense de la civilisation enracinée... Se présenter comme le défenseur des petits, des opprimés par la mondialisation, des travailleurs méritants, honnêtes et autonomes dont chacun comprend par antiphrase aux États-Unis (malgré les appels du pied récents de Bannon aux minorités désireuses de se voir accorder une place, même subalterne, dans l'ordre racial) qu'il est blanc », explique Sylvie Laurent.

Une posture qui n'a pas échappé au RN, qui a entretenu des relations étroites avec Steve Bannon ces dernières années. Les accents anticapitalistes, « antimondialistes » du RN sont aussi à comprendre « comme la défense du peuple authentique contre la mondialisation qui est aussi le métissage », analyse l'historienne.

Dans un contexte cette fois plus français, le RN a su exploiter, on l'a vu, l'opposition entre « République » et « communautarisme », faisant de

toute revendication à l'égalité et de toute lutte contre les discriminations une atteinte à la « République universelle » et une importation américaine.

« S'il y avait eu un véritable travail de bilan sur la République, sur ses compromissions coloniales notamment, ce serait plus difficile de faire dire à la République, comme on le voit aujourd'hui, tout et n'importe quoi », affirme Sarah Mazouz.

La « laïcité à la française » a aussi permis au parti d'extrême droite de laisser libre cours à une islamophobie dont les travaux de Marwan Mohammed et Abdellali Hajjat, par exemple, ont montré à quel point elle était, en partie au moins, le nouveau masque du racisme anti-arabe.

Aux États-Unis, le concept de « colorblindness » – être aveugle à la couleur de peau – a aussi su être habilement exploité par la droite radicale. Annonceur de la victoire de Trump, le mouvement du Tea Party s'est ainsi présenté comme acquis à la « colorblindness », alors même que l'analyse fine de son discours ou de sa sociologie révèle, comme le rappelle Sylvie Laurent dans son ouvrage **Pauvre Petit Blanc**, que la question raciale reste, en réalité, centrale. « La "colorblindness", qui pourrait être l'équivalent d'un discours républicain universaliste, devient le masque d'une structure de domination. C'est une façon de refuser d'admettre les revendications des minorités. »

La posture – politiquement efficace – a été adoptée par le président brésilien Jair Bolsonaro, qui avait par exemple déclaré, lorsqu'un homme noir s'est fait frapper à mort par des agents de sécurité à la sortie d'un supermarché en novembre dernier : « Comme homme et comme président, je suis daltonien : tout le monde a la même couleur. » « Ce genre de déclaration permet de ne pas parler du racisme structurel », avance Sylvie Laurent.

La crainte de « racialisier » le débat vient de la gauche

Plus étonnant, le Rassemblement national a aussi su faire son miel des controverses qui traversent les sciences sociales depuis plusieurs années avec

l'émergence – relativement récente d'un point de vue institutionnel – d'une recherche attentive à l'importance des rapports sociaux de « race ».

Comme le souligne l'autrice et militante féministe Mélusine, « *ce sont des débats qui traversent la gauche depuis près de quinze ans. La crainte de "racialiser" le débat en parlant de la "race", d'encourager les gens à revendiquer leur identité à travers des catégories raciales, vient de la gauche* », rappelle-t-elle, évoquant les nombreuses polémiques qui ont eu lieu parmi les chercheurs en sciences sociales depuis quinze ans et la publication notamment de l'ouvrage ***De la question sociale à la question raciale*** à La Découverte en 2006, sous la direction de Didier et Éric Fassin. Pour elle, « *la gauche a offert sur un plateau ces éléments de langage à l'extrême droite* ».

Marion Maréchal le reconnaît d'ailleurs dans *Atlantico* : les mobilisations du printemps contre le racisme structurel ont fracturé la gauche, offrant une belle occasion à sa famille politique. « *Même la gauche s'est divisée sur le sujet. La gauche républicaine a été obligée de prendre position face à cela pour se distinguer. Des figures historiques de SOS Racisme ont été obligées de dénoncer les enfants monstrueux qu'ils avaient eux-mêmes créés.* »

Le texte publié début janvier dans ***Le Monde diplomatique***, titré « *Impasse des politiques identitaires* » et signé par l'historien Gérard Noiriel et le sociologue Stéphane Beaud, résume la plupart des griefs accumulés par une partie des sciences sociales – et une certaine gauche – face aux nouvelles luttes antiracistes, perçues comme des produits d'importation américains.

Les auteurs, fustigeant la « *racialisation du discours public* », avancent l'idée que ces mobilisations se fourvoient en se renfermant dans la défense d'identités « *comme la race, définie comme la couleur de peau* », et font finalement le jeu de l'extrême droite. Ils affirment que « *si l'on veut pousser la lutte contre le racisme jusqu'au bout il faut aussi combattre cet enfermement identitaire, car il empêche ces jeunes révoltés d'apercevoir que leur existence sociale est profondément déterminée*

par leur appartenance aux classes populaires », répétant, une fois encore, que cet antiracisme – pourtant précisément intersectionnel, c'est-à-dire croisant classe, genre et race, entendue comme une construction sociale – serait peu ou pas intéressé par la classe. La classe qui reste, pour eux, « *quoi qu'on en dise, le facteur déterminant autour duquel s'arriment les autres dimensions de l'identité des personnes* ».

Si ce type de réflexion a reçu depuis des années quantité de réponses de la part des chercheurs travaillant précisément sur la racisation des rapports sociaux ou l'intersectionnalité (on peut se référer au numéro de février 2019 de **la revue *Mouvements***, qui se présentait déjà comme une réponse aux arguments de Noiriel et Beaud), que les mêmes arguments soient répétés sans fin interroge quant à la réelle diffusion de ces travaux.

« *Leur texte montre à quel point des gens qui ne connaissent rien à la critical race theory ou aux travaux sur l'intersectionnalité se permettent d'en parler comme si ce n'était pas un champ de recherche sérieux* », relève Sarah Mazouz, pointant dans son livre une « *ignorance délibérée* », à la fois dans le champ académique, mais aussi dans une partie de la presse, qui a multiplié les unes racoleuses – et intellectuellement indigentes – sur le sujet.



© Marianne

Si le FN-RN s'est, de manière très opportuniste, emparé de ces arguments produits à l'intérieur des sciences sociales, il est frappant de constater que la

recherche sur l'extrême droite – en science politique, en histoire – n'a elle-même que peu lu les travaux relatifs à la théorie critique de la « race ».

« Au fil de mes recherches, je me suis rendu compte que les enquêtes de sociologie et de science politique sur le FN-RN ne mobilisaient que très peu, voire pas du tout, les concepts de racialisation, d'intersectionnalité. Or, ces concepts se sont révélés absolument nécessaires pour comprendre et analyser les propos que je rencontrais sur mon terrain, auprès d'électeurs et de militants du FN-RN », explique ainsi le doctorant Félicien Faury.

Convaincue que la classe surdétermine les rapports sociaux, une tradition à gauche juge par ailleurs gênant de pointer le racisme chez les électeurs frontistes – majoritairement issus des classes populaires –, alors que le racisme traverse évidemment toute la société et toutes les classes sociales. Les travaux sur les électeurs frontistes « ont souvent tendance à insister sur d'autres aspects, comme la crise économique, la question de la classe, la crise de l'encadrement. Ces aspects sont bien sûr très importants, mais il y a une sous-estimation théorique et empirique du racisme », assure ce sociologue.

Une sous-estimation qui n'est pas sans conséquences. « Dans les représentations médiatiques, mais aussi dans la littérature scientifique, les électeurs du RN

sont souvent présentés comme des dominés. Comme des victimes d'un système de classes, victimes de la mondialisation, de la crise économique. Cela a bien sûr sa part de vérité, mais il faut rappeler qu'ils restent dominants sous un autre rapport, celui des rapports sociaux de race, puisqu'ils appartiennent au groupe majoritaire "blanc". Cette dimension est aussi à prendre en compte, sans l'opposer à la première, détaille-t-il. Lorsqu'on analyse des propos racistes, c'est toujours important de les rapporter à la position objective de la personne qui les tient. Il y a un discours de victimisation depuis l'extrême droite et la sociologie ne peut pas juste être la ventriloque de ces discours. Il faut les rapporter à une position sociale objective. »

L'attrait des discours racistes s'explique par le fait qu'« en réaffirmant sa distance vis-à-vis des groupes minoritaires, on réaffirme sa propre appartenance au groupe majoritaire », poursuit-il. C'est parfois le seul moyen de se sentir en position de domination. Un ressort électoral que n'ignore pas l'extrême droite, qui, pour ne pas cesser de dissimuler le racisme structurant de sa famille politique, n'est pas prête à abandonner cet inépuisable filon.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doga, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.